



## L'emploi et le marché du travail en 2009

**L'**emploi salarié diminue pour la seconde année consécutive en 2009 (-2,7 %), tandis que les statistiques du marché du travail (SEFI) confirment cette conjoncture défavorable, avec des demandeurs d'emploi qui n'ont jamais été aussi nombreux, face à des offres d'emploi en baisse. Fin 2009, la CPS (Caisse de Prévoyance Sociale) recense 66 100 emplois salariés, soit 1 800 emplois de moins sur un an. Le secteur tertiaire contribue à hauteur de 52 % à cette baisse, la construction à hauteur de 18 %, l'agriculture pour 17 % et l'industrie pour 13 %. En équivalent temps plein, le salaire moyen global progresse malgré tout de 3,3 %. Sur le marché du travail, le SEFI a proposé 9 580 offres d'emploi de toutes natures (-7 % sur un an) à 22 600 demandeurs différents (+1 %) ayant fait 30 700 demandes d'emploi au cours de l'année (+4 %). Le nombre de demandes reste à 3 pour une offre de toute nature, mais augmente à 12 pour les offres d'emploi normal (contre 8 en 2008).

N° 11/2010

Directeur de la publication :  
Hervé BACHERÉ

Auteur de la publication :  
Claire TALVARD

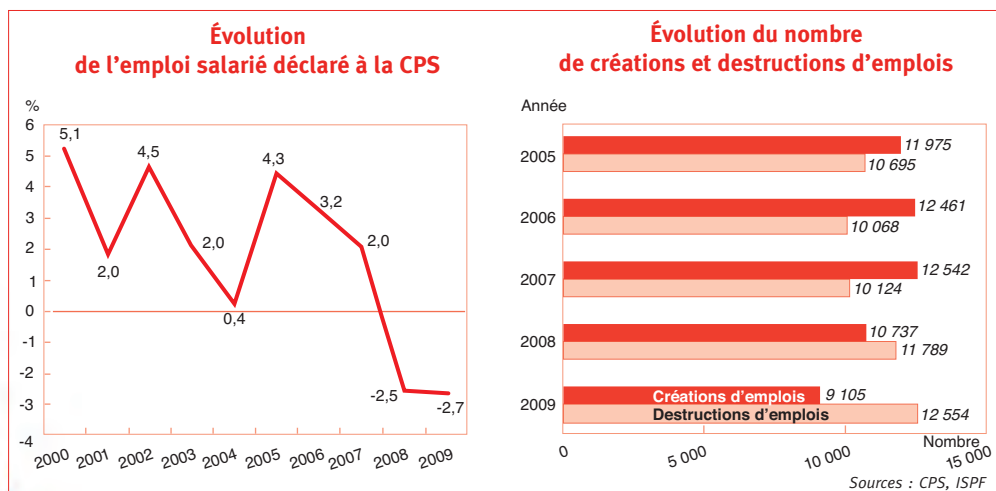
Réalisation : ISPF

Dépôt légal : Septembre 2010  
ISSN 1247 - 7370  
©ISPF 2010

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti  
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52  
Courriel : ispf@ispf.pf  
Site internet : www.ispf.pf

### Effectifs salariés : 1 800 postes en moins

Au 31 décembre 2009, 66 100 emplois salariés sont déclarés à la CPS, soit une baisse de 2,7 % sur un an (-1 810 postes). Après plusieurs années de ralentissement du rythme de progression des effectifs salariés, due en grande partie à l'essoufflement de la croissance économique, la Polynésie française enregistre sa deuxième année consécutive de baisse des effectifs salariés, après 20 ans de hausse. Cela s'explique par l'attentisme croissant des employeurs et des entreprises qui n'ont ouvert que 9 105 nouveaux postes en 2009 pour 12 554 postes fermés.



### Évolution par secteur d'activité

Si en 2008 ce sont principalement les secteurs primaire et secondaire qui ont détruit des postes, c'est le tertiaire qui a le plus souffert en 2009.

Le secteur **tertiaire** – 80 % des emplois – est responsable de la moitié des pertes d'emploi en 2009, soit 940 postes en moins sur un an. Les commerces sont les plus touchés (14 % de la baisse soit -260 postes), suivis par les services aux entreprises (10 %, -176 postes) où les activités de l'intérim perdent 170 postes. Après avoir maintenu ses effectifs en 2008, les restaurants perdent 154 postes en 2009 (9 % de la baisse globale). Les services collectifs sociaux et personnels contribuent à hauteur de 7 % à la baisse globale, soit 127 postes en moins. Quelques secteurs d'activité ont réussi à créer des postes en 2009 comme la sécurité et le nettoyage (+74), les transports terrestres (+50 personnes) les activités récréatives, culturelles et sportives (+23), les postes et télécommunications (+22), l'enseignement supérieur (+18), ou encore les activités informatiques et les activités hospitalières (+12).

Après une année 2008 difficile, l'année 2009 n'a pas été meilleure pour le secteur de la construction – 8,2 % des emplois – qui contribue à hauteur de 18 % à la baisse globale. Les activités du second œuvre et des travaux publics sont les plus touchées perdant chacune 150 postes sur un an. Le gros œuvre (47 % de l'emploi BTP) perd 20 postes.

L'**agriculture** a perdu 300 postes en 2009 après les 600 détruits en 2008. Cela représente 17 % de la baisse globale, induit directement par les pertes dans la pisciculture, aquaculture (-285 postes).

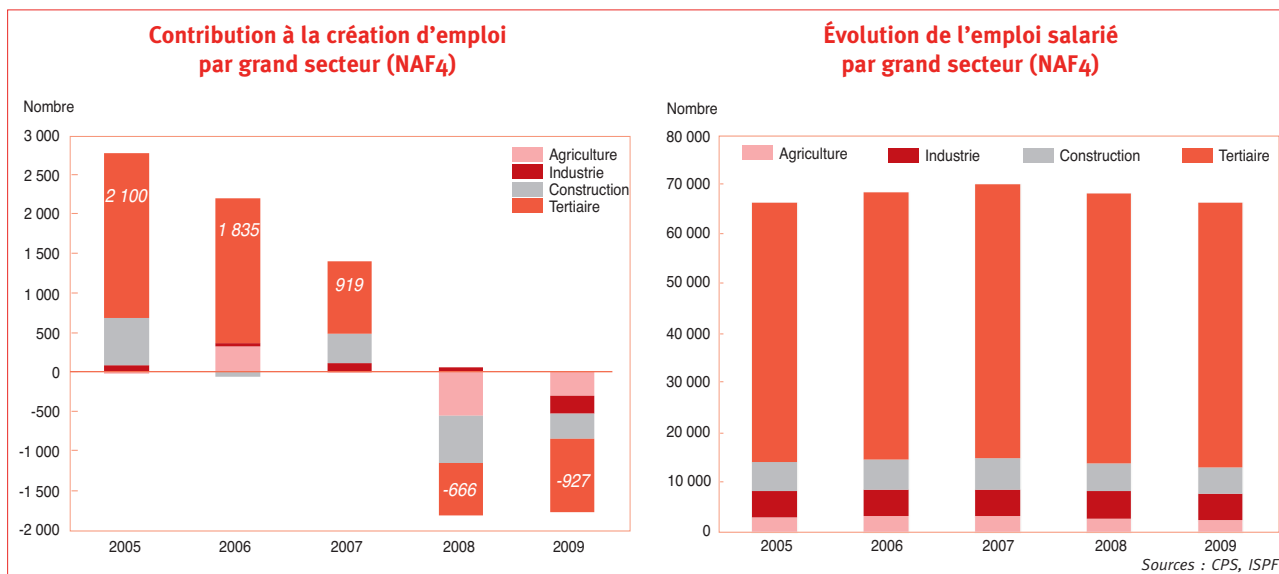
C'est encore l'**industrie** qui s'en sort le mieux ; après avoir augmenté ses effectifs en 2008, ce secteur perd 240 postes (13 % de la baisse), uniquement dus aux pertes des industries manufacturières (-280 postes). Les autres activités de l'industrie augmentent leurs effectifs de 43 personnes.

#### Effectifs salariés déclarés à la CPS

Unité :	au 31 décembre	Année 2009	Année 2008	Variation 2009 / 2008	
		nombre	nombre	nombre	%
<b>Agriculture</b>		<b>1 958</b>	<b>2 259</b>	<b>-301</b>	<b>-13,3</b>
Agriculture, chasse, sylviculture		769	794	-25	-3,1
Pêche, aquaculture		1 189	1 465	-276	-18,8
<b>Industrie</b>		<b>5 316</b>	<b>5 554</b>	<b>-238</b>	<b>-4,3</b>
Industries extractives		170	152	18	11,8
Industrie manufacturière		4 469	4 750	-281	-5,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau		677	652	25	3,8
<b>Construction</b>		<b>5 433</b>	<b>5 759</b>	<b>-326</b>	<b>-5,7</b>
Travaux publics		1 407	1 558	-151	-9,7
Gros œuvre		2 535	2 554	-19	-0,7
Second œuvre		1 491	1 647	-156	-9,5
<b>Tertiaire</b>		<b>53 393</b>	<b>54 336</b>	<b>-943</b>	<b>-1,7</b>
Commerce		9 977	10 237	-260	-2,5
Hôtels et restaurants		6 884	7 096	-212	-3,0
<i>Hôtellerie</i>		4 389	4 447	-58	-1,3
<i>Restauration</i>		2 495	2 649	-154	-5,8
Transports et communications		6 471	6 592	-121	-1,8
Activités financières		1 638	1 668	-30	-1,8
Immobilier, locations et services aux entreprises		4 915	5 098	-183	-3,6
Administration publique		14 885	14 875	10	0,1
Éducation		632	618	14	2,3
Santé et action sociale		3 559	3 550	9	0,3
Services collectifs, sociaux et personnels		3 057	3 184	-127	-4,0
Services domestiques		1 375	1 418	-43	-3,0
<b>Total général</b>		<b>66 100</b>	<b>67 908</b>	<b>-1 808</b>	<b>-2,7</b>

Mise à jour : mai 2010.

Sources : CPS, ISPF



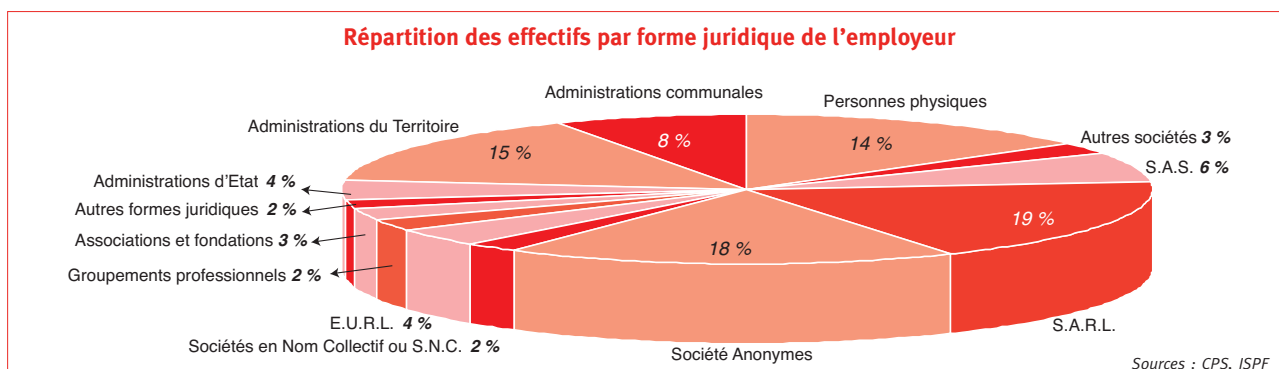
### Évolution du secteur privé et du secteur public

Le **secteur privé** (73 % de l'emploi salarié) est le principal responsable des pertes d'emploi en 2009. Plus précisément le tertiaire regroupe 54 % des emplois détruits (-1 000 postes), la construction 17 %, l'agriculture 16 % et l'industrie 13 %.

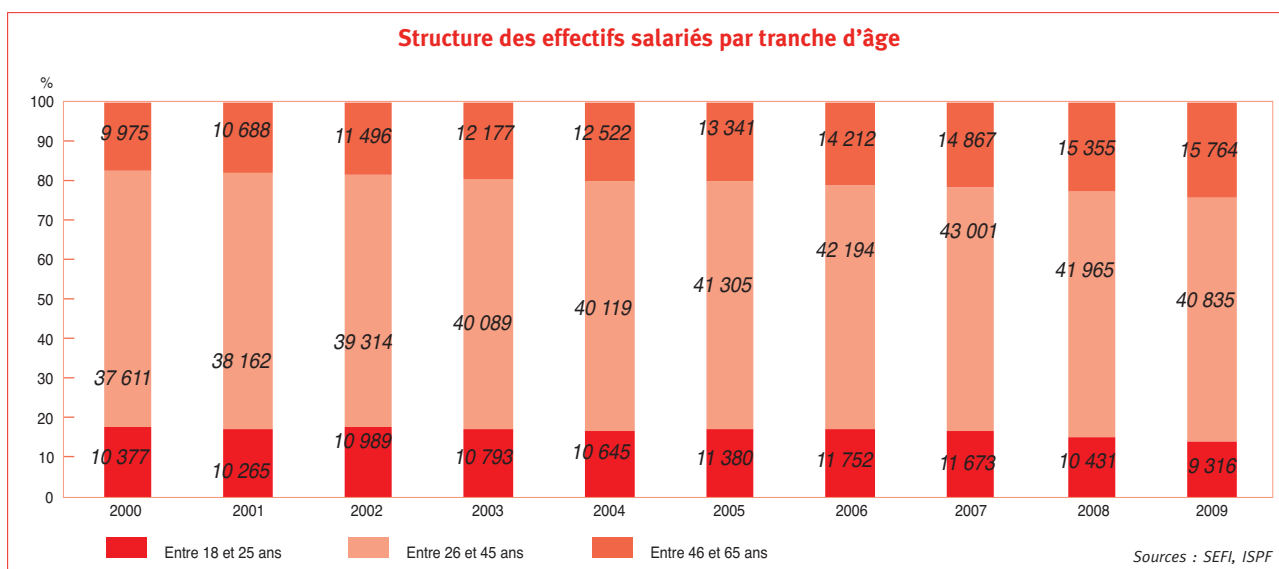
Le **secteur public** (27 % de l'emploi salarié) affiche un bilan positif avec 74 postes supplémentaires en 2009 (+0,4 %). Seules les administrations d'État diminuent leurs effectifs (-74 postes), tandis que les administrations territoriales et communales augmentent leurs postes (respectivement +120 et +28).

## La structure des effectifs salariés

Les personnes physiques ont supprimé 670 postes en 2009 après les 700 de 2008, soit 37 % des pertes, suivies par les S.A.R.L. qui perdent 514 postes (28 %). Pour la troisième année consécutive, les Sociétés Anonymes ont réduit leurs effectifs (-460) soit un total de 2 000 postes en moins en 3 ans. Parallèlement, les Sociétés Anonymes Simplifiées ont contribué à la création d'emploi, à hauteur de 280 postes en 2009 ; cette forme juridique compte 4 125 postes au 31 décembre 2009. Cette évolution est le fait de modifications de statut des entreprises qui voient dans les S.A.S. une forme juridique plus attrayante.



Dans l'ensemble, la structure des emplois salariés reste inchangée avec 57 % d'hommes, la majorité des salariés ayant entre 26 et 45 ans (62 %), et 89 % déclarés aux Îles Du Vent. Dans un contexte économique difficile, où les embauches se font plus rares et où les petits salaires sont les premiers à être débauchés, la tendance est au vieillissement des salariés ; la part des moins de 35 ans tend à diminuer, tandis que celle des plus de 35 ans progresse au fil des ans.



## Les bas salaires victimes de la crise

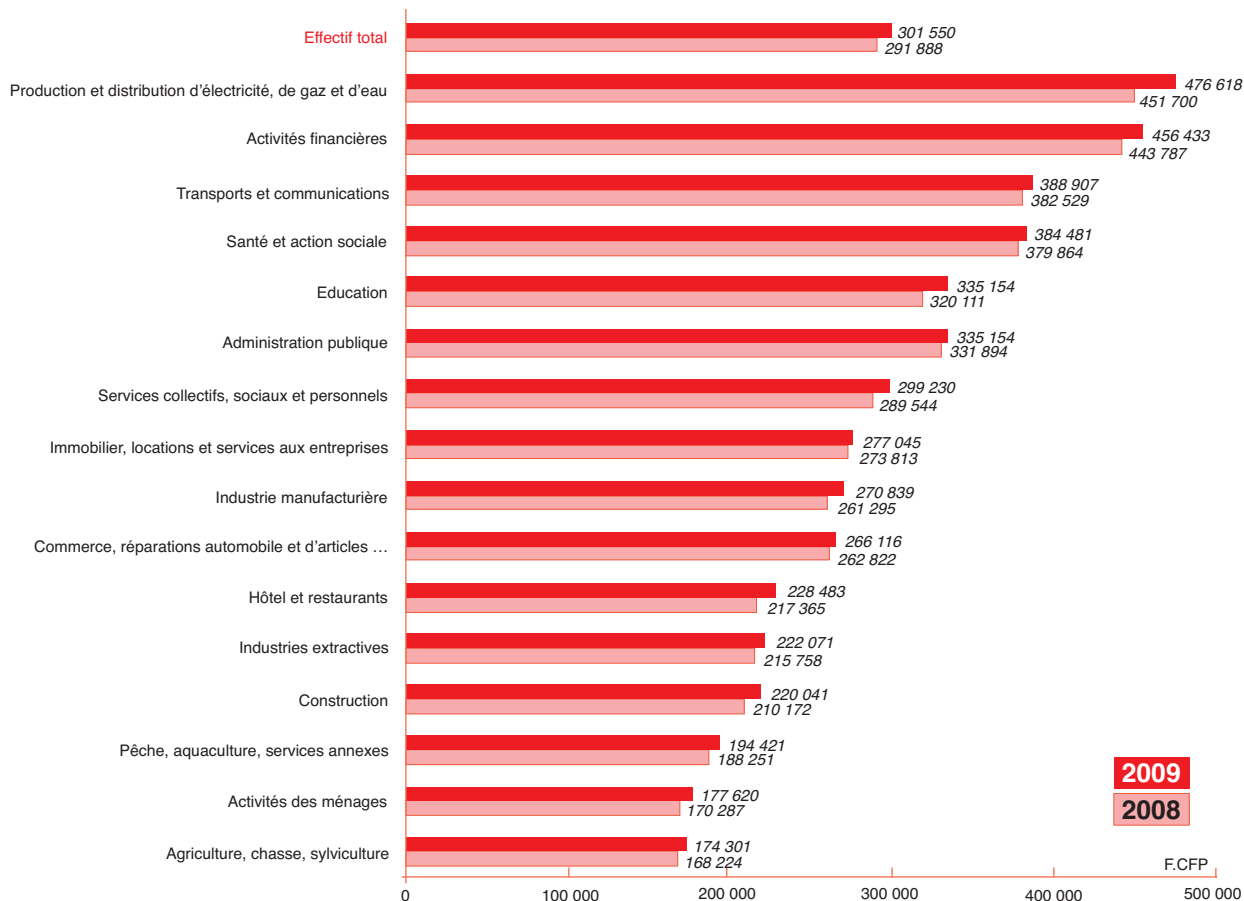
En 2009, la masse salariale du RGS (Régime Général des Salariés) est pour la première fois en retrait sur un an. Elle s'élève à 207 milliards de F.CFP fin 2009, soit une baisse de 1 % par rapport à 2008. Pourtant, le salaire moyen (en équivalent temps plein) continue quant à lui d'augmenter, à 301 500 F.CFP (+3,3 % en 2009). Combinées à la baisse des effectifs, ces évolutions montrent que ce sont des postes à bas salaires (moins de 151 000 F.CFP par mois) qui ont été supprimés. Ces derniers représentent 28 % des emplois en 2009. Le SMIG n'a pas augmenté en 2009.

La répartition par quartile des rémunérations salariées se distribue de la façon suivante : le premier quartile<sup>1</sup> des emplois salariés perçoit un salaire mensuel moyen en équivalent temps plein inférieur à 161 200 F.CFP. Ensuite, 25 % reçoivent entre 161 200 F.CFP et 211 800 F.CFP, cette dernière valeur étant la médiane. Le troisième quartile concerne les emplois salariés dont la rémunération se situe entre 211 800 F.CFP et 343 300 F.CFP. Enfin, 25 % gagnent plus de 343 300 F.CFP par mois.

Les postes supprimés en 2009 étant essentiellement inférieurs à 151 000 F.CFP, le salaire médian augmente nettement (+3,8 %) tout comme le premier et le dernier quartile (+3,3 % et +3,2 %).

*1 : un quartile partage une population en quatre parties de mêmes effectifs. Le second quartile correspond à la médiane (50 % des effectifs au-dessus, 50 % en-dessous).*

## Salaire moyen (équivalent temps plein par secteur d'activité)

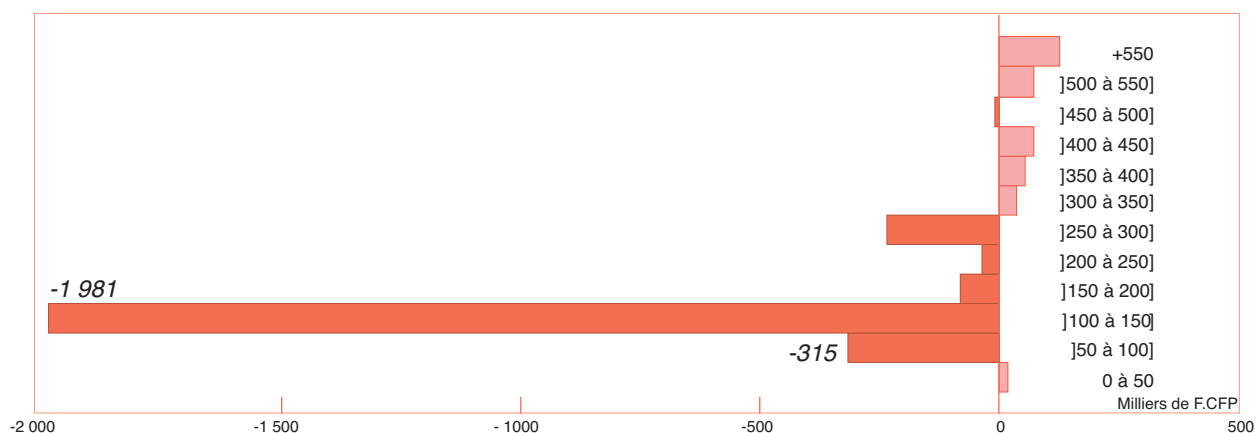


**2009**  
**2008**

F.CFP

Sources : CPS, ISPF

## Évolution du nombre d'emplois annuel moyen par tranche de salaire

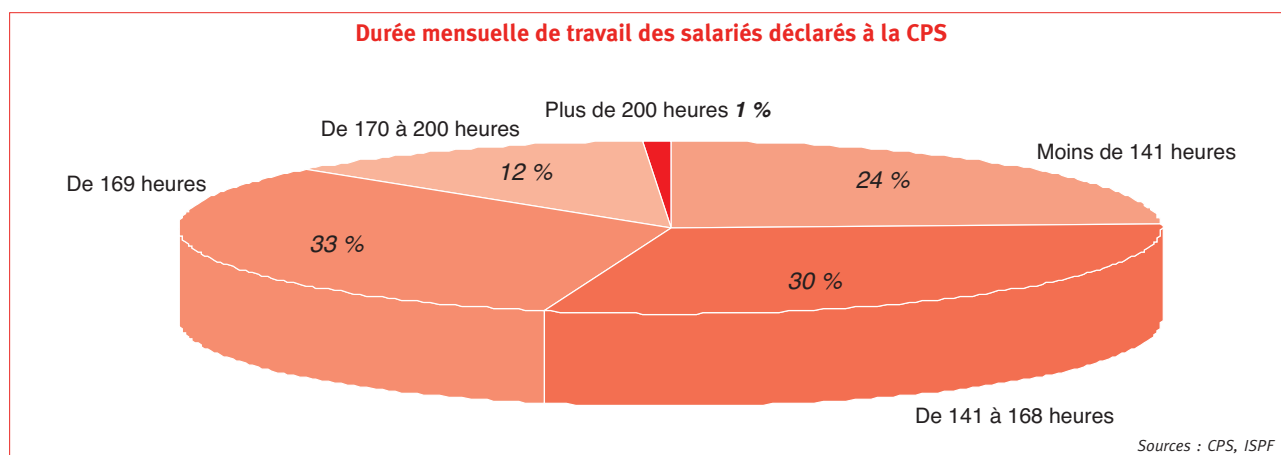


Sources : CPS, ISPF

## La durée moyenne du travail salarié

En 2009, l'ensemble des salariés a effectué 116 millions d'heures de travail, soit une baisse de 4,3 %. Ce total d'heures est comparable à 57 200 emplois en équivalent temps plein (-4,3 %).

Les difficultés économiques que traversent les entreprises les ont poussées à revoir le temps de travail de leurs salariés en 2009. La durée moyenne mensuelle du travail diminue à 146,9 heures (-1 %) ; conjuguée à la baisse encore plus prononcée des effectifs (-2,7 %), cela traduit un scénario inverse à 2008 : utilisation moins intense des heures supplémentaires, augmentation des contrats à petits volumes horaires (CDD, extra...).



### Durée moyenne mensuelle du travail

Année	2009	2008	2007	2006	2005
<i>Unité :</i>					<i>nombre d'heures</i>
<b>Agriculture</b>	<b>127,6</b>	<b>140,5</b>	<b>144,7</b>	<b>144,6</b>	<b>144,5</b>
Agriculture, chasse, sylviculture	130,9	134,6	135,9	134,0	136,2
Pêche, aquaculture	125,5	143,1	148,2	148,9	147,9
<b>Industrie</b>	<b>158,5</b>	<b>159,5</b>	<b>159,2</b>	<b>158,3</b>	<b>159,4</b>
Industries extractives	151,6	152,2	152,0	149,6	150,2
Industrie manufacturière	157,1	158,4	158,2	157,4	158,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	170,0	170,3	169,2	168,4	169,6
<b>Construction</b>	<b>145,3</b>	<b>148,0</b>	<b>146,7</b>	<b>146,8</b>	<b>146,7</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>146,6</b>	<b>147,6</b>	<b>147,2</b>	<b>147,6</b>	<b>148,0</b>
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	155,0	155,6	155,3	155,2	155,8
Hôtels et restaurants	137,9	141,6	141,4	140,3	139,7
Transports et communications	145,0	145,8	144,9	145,1	149,5
Activités financières	160,9	161,1	160,6	160,7	161,7
Immobilier, locations et services aux entreprises	133,4	134,3	133,6	134,3	134,2
Administration publique	157,6	158,6	157,8	159,1	158,4
Éducation	134,1	133,2	131,0	139,2	143,9
Santé et action sociale	150,2	150,7	151,9	151,0	151,4
Services collectifs, sociaux et personnels	136,8	136,8	136,6	137,7	136,4
Services domestiques	63,7	63,6	62,8	64,4	65,1
<b>Total général</b>	<b>146,9</b>	<b>148,3</b>	<b>148,0</b>	<b>148,2</b>	<b>148,7</b>

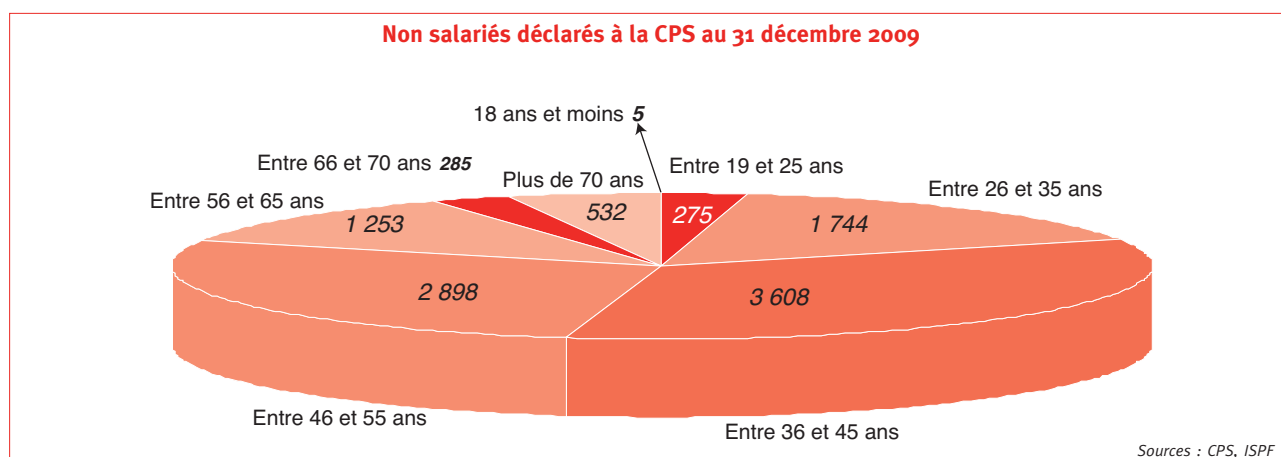
*Sources : CPS, ISPF*

## L'emploi non salarié

Au 31 décembre 2009, 10 600 personnes sont déclarées au Régime des Non Salariés à la CPS, soit la seconde baisse annuelle consécutive (-0,8 %).

Le travail non salarié déclaré demeure majoritairement masculin (64 % d'hommes), le tiers a entre 36 et 45 ans, et 57 % ont une activité dans le tertiaire.

Les patentés du secteur de l'agriculture et de l'industrie diminuent pour la seconde année consécutive (-4,6 % et -3,7 %). La construction enregistre sa première année de recul (-2,8 %), tandis que les effectifs du tertiaire demeurent en légère hausse sur un an (+0,3 %).



## Le personnel d'État en Polynésie française

### Le personnel d'État en Polynésie française (incluant le personnel enseignant du primaire et secondaire)

Année	2005	2006	2007	2008	2009*
<i>Unité :</i>					<i>nombre</i>
Forces armées (militaires uniquement)	2 432	2 455	2 485	2 217	2 290
Personnel civil (y compris personnels civils des Forces armées)	9 334	9 351	9 503	8 873	8 995
<b>Total</b>	<b>11 766</b>	<b>11 806</b>	<b>11 988</b>	<b>11 090</b>	<b>11 285</b>

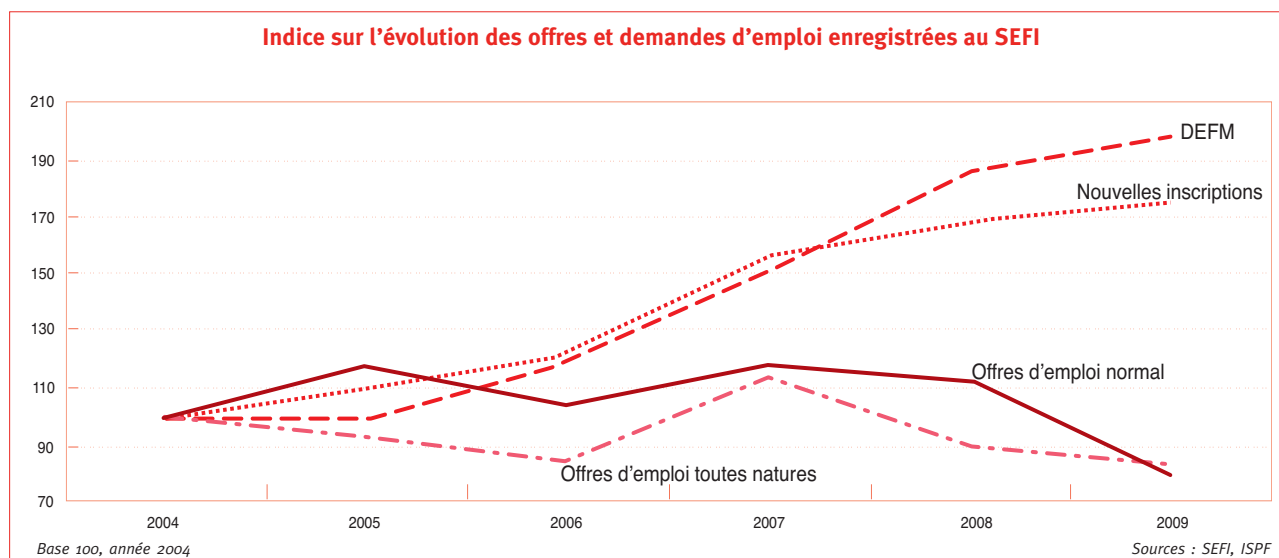
\* Chiffres provisoires - y compris les auxiliaires de l'enseignement

Source : Haut Commissariat de la République en Polynésie Française

En 2009, le personnel d'État présent en Polynésie française augmente de 1,8 % sur un an, soit 11 285 personnes, dont 80 % de personnel civil.

## Marché du travail : moins d'offres, plus de demandes

La baisse de l'emploi s'accorde avec des indicateurs du marché du travail, mal orientés. Les demandeurs d'emploi sont de plus en plus nombreux, face à des offres d'emploi en baisse.



### Les demandes

En moyenne en 2009, 8 260 personnes étaient en recherche d'emploi à chaque fin de mois (+6,6 % sur un an). Ce stock est alimenté tout au long de l'année par les nouvelles inscriptions qui continuent de croître ; en 2009, le SEFI a enregistré 30 375 inscriptions (+4,4 %) concernant 22 600 demandeurs différents (+1,4 %). Pourtant, le nombre de primo-demandeurs est en baisse de 15 %, signe que le stock est essentiellement alimenté par d'anciens demandeurs qui n'arrivent pas à sortir du non-emploi.

Les caractéristiques des demandeurs évoluent peu : ce sont majoritairement des femmes, avec moins de deux ans d'expérience. En revanche, le niveau scolaire moyen a nettement progressé en 2009 puisque les demandeurs ayant un niveau scolaire inférieur ou égal au brevet des collèges sont désormais 37 % contre 49 % en 2008. Les titulaires d'un CAP/BEP continuent de progresser (+31 %), et les diplômés d'études supérieures inscrits au SEFI ont doublé sur un an, représentant désormais 14 % des demandeurs. Quant aux bacheliers à la recherche d'un emploi, ils augmentent de 11 % mais représentent toujours 20 % des demandes.

Le premier motif d'inscription est la recherche d'un emploi suite à la fin d'un contrat (25 %) en hausse de 11 % sur un an. 23 % des demandeurs s'inscrivent dans l'optique de suivre un stage de formation (+4 %), 19 % s'inscrivent pour reprendre une activité suite à une période inactive (+10 %), et 18 % font leur première demande d'emploi (+10 %). Quant aux inscrits suite à un licenciement économique, leur nombre a doublé sur un an (420 personnes en 2009).

Les autres motifs d'inscriptions sont en baisse du fait de la conjoncture peu propice à la prise de risque professionnel : travaille actuellement mais cherche un autre emploi (-6 %), licenciement pour autre motif (-23 %), démission (-4 %), fin d'activité indépendante (-62 %) et création d'entreprise (-17 %).



**Nouvelles inscriptions de demandeurs d'emploi au SEFI**

Unité :	Année	2005	2006	2007	2008	2009	Variation	
		nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	2009/2008	2009/2005
							%	%
<b>Motif d'inscription</b>		<b>19 291</b>	<b>21 289</b>	<b>27 469</b>	<b>29 440</b>	<b>30 735</b>	<b>4</b>	<b>59</b>
Fin de contrat/chantier/stage		4 653	5 298	6 425	7 067	7 814	11	68
Cherche à faire un stage de formation professionnelle		2 843	4 092	7 571	6 950	7 217	4	154
Reprise d'activité		1 832	3 461	4 723	5 249	5 797	10	216
Première demande d'emploi		5 925	4 737	4 116	5 060	5 580	10	-6
Travaille actuellement mais cherche un autre emploi		1 535	1 562	1 883	2 109	1 974	-6	29
Démission		1 171	1 236	1 002	861	829	-4	-29
Création d'entreprise		-	-	708	611	508	-17	-
Licenciement économique		256	275	258	270	418	55	63
Fin d'activité indépendante		320	481	566	1 003	378	-62	18
Licenciement pour autre motif		140	147	158	153	118	-23	-16
<b>Autres</b>		-	-	<b>59</b>	<b>107</b>	<b>102</b>	<b>-5</b>	-

*Sources : SEFI, ISPF*

On notera une tendance lourde sur les cinq dernières années à la reprise d'activité (demandes multipliées par trois) et à la recherche d'un complément de formation professionnelle. La forte hausse des personnes venant s'inscrire suite à une fin de contrat confirme la prédominance des contrats temporaires. **Les personnes en poste cherchant un autre emploi sont en hausse assez inattendue depuis 2007.**

**Les offres**

En 2009, 2 600 **offres d'emploi normal** ont été déposées au SEFI (-27 %), un niveau bien inférieur à la moyenne des dix dernières années (3 500).

Cette baisse touche essentiellement l'offre en travail peu qualifié : les offres d'emploi normal de niveau inférieur ou égal au baccalauréat sont en retrait, tandis que celles destinées aux diplômés d'études supérieures augmentent de 11 % et représentent 27 % des offres en 2009 (+3 points en 1 an, +10 points en 5 ans). Les offres s'adressant à des personnes sans diplôme ont diminué de moitié en 2009 et ne représentent plus que 18 % de l'offre normale, contre 25 % en 2008. Parmi les diplômés, les demandeurs les plus recherchés sont ceux ayant suivi une formation dans le domaine du BTP, architecture (19 %), de l'hôtellerie, restauration, tourisme (11 %), du commerce (10 %) ou de l'économie, comptabilité, gestion, finances (9 %).

Le contexte économique incertain ne favorise pas la création de postes en CDI, qui sont en net retrait de 40 % sur un an, soit 940 contrats offerts contre en moyenne 1 500 les années précédentes. Les CDD diminuent moins fortement (-17 %) et représentent 61 % des offres d'emploi normal en 2009.

Les trois secteurs qui recrutent le plus sont toujours les hôtels et restaurants, les commerces et la construction qui regroupent chacun 15 % des offres. Les seules activités qui ont recruté plus qu'en 2008 sont les services collectifs sociaux et personnels grâce à des créations d'associations, et les services aux entreprises grâce à une recrudescence d'activité dans les agences de travail temporaire.

En revanche, les **offres d'emploi aidé dans le secteur marchand** (qui sont des contrats à durée déterminée) augmentent de 17 % sur un an (3 200 postes), signe que des besoins existent toujours dans les entreprises. Les offres de type contrat en entreprise sont en nette augmentation en 2009 (+33 %) à 1 060 postes offerts, soit 33 % des offres aidées (+3 points). Les offres de type stage en entreprise, qui représentent 64 % de l'offre d'emploi aidé (-16 points), sont elles aussi en hausse (+15 %) à 2 050 postes offerts. En revanche, les aides à la création d'entreprise ont eu moins de succès et sont en baisse de 31 %.

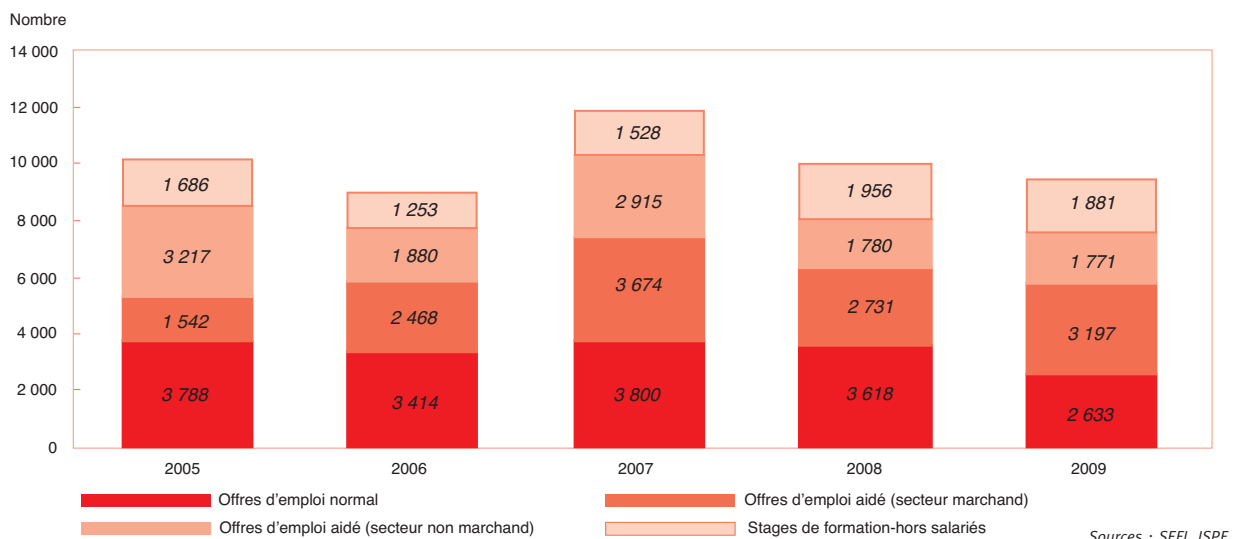
**Offres d'emploi normal en 2009 par domaine de formation requis par l'employeur**



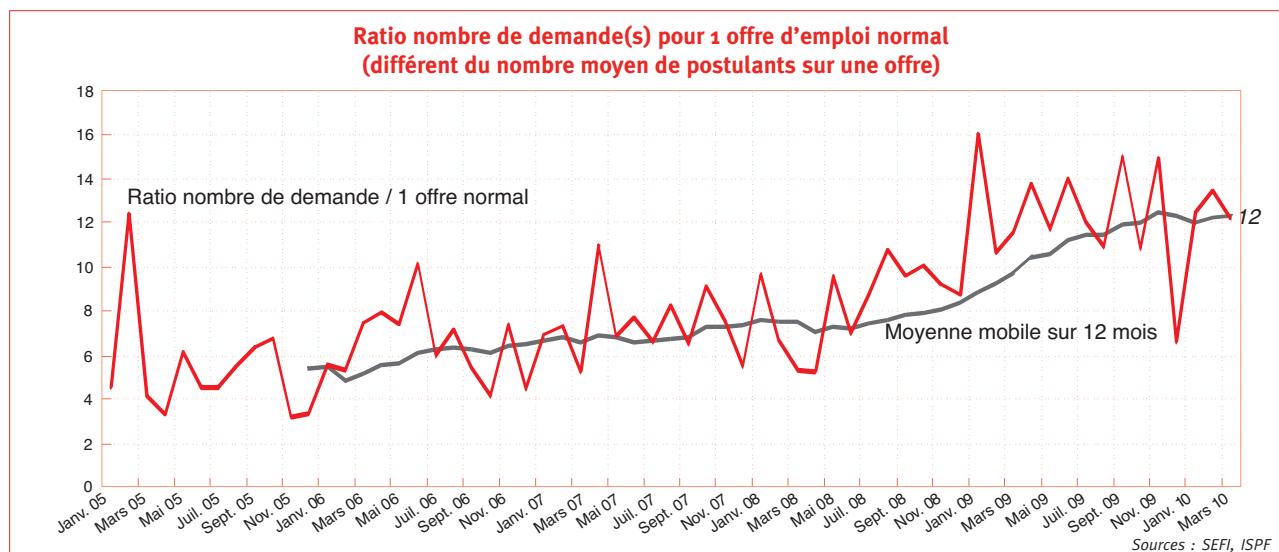
Les **offres de formation professionnelle** (hors formation pour salariés dont la gestion a été transférée à la CCISM depuis mi-2008) diminuent de 7 %, soit 1 880 places attribuées au cours de l'année. Les formations pour demandeurs diminuent de 26 % (1 020 places), tandis que les formations d'accompagnement pour les bénéficiaires de stages en entreprise, création d'entreprises ou encore pour les apprentis, augmentent de 50 % sur un an à 865 places.

Au total, le nombre d'**offres d'emploi de toutes natures** proposées par le SEFI en 2009 s'établit à 9 580 offres (-7 % sur un an), niveau inférieur à la moyenne des dix dernières années (11 630 offres).

**Les offres d'emploi de toutes natures**



### Le ratio du nombre demande(s) pour une offre d'emploi normal<sup>2</sup>



Le ratio varie en fonction du niveau scolaire et du domaine de formation ; avec un diplôme inférieur ou équivalent au brevet des collèges, on dénombre 19 demandes pour 1 offre de même type. Ce ratio tombe à 9 pour les CAP/BEP, à 11 pour les bacheliers pénalisés par leur manque de technicité par rapport à un BEP, et enfin à 5 pour les diplômés supérieurs.

Suivant le domaine de formation choisi, la concurrence est aussi plus ou moins rude. Les domaines de formation les plus proches de l'équilibre entre l'offre et la demande de travail sont ceux formant aux métiers du BTP et de la sécurité & surveillance (3 demandes pour 1 offre), du transport & logistique (4), de la coiffure & esthétique, du commerce et de l'enseignement (3), de l'hôtellerie, restauration, tourisme (6), de l'informatique et des langues (7), et enfin du Droit (8).

Les domaines où il y a plus de concurrence quel que soit le niveau scolaire est l'information & communication (29), avec jusqu'à 71 demandes pour une offre au niveau bac+3/4. Mais c'est souvent le niveau scolaire qui détermine les tensions : les titulaires d'un baccalauréat scientifique sont nombreux face à peu d'offres (277), tandis que ceux qui continuent leurs études en sciences sont seulement une dizaine face à une offre. Dans la santé, les bacheliers sont aussi pénalisés (153), tandis que les étudiants ne seront que 6 face à une offre.

En moyenne, tous niveaux et secteurs confondus, ce ratio s'élève à 12 demandes pour une offre, soit 4 de plus qu'en 2008 (+43 %).

*2 : différent du nombre de postulants sur une offre d'emploi normal. Ce ratio est un indicateur permettant d'appréhender les déséquilibres sur le marché du travail (trop de demandes, pas assez d'offres...). Ici l'analyse est faite par rapport aux offres d'emploi normal, qui sont des offres spontanées de la part des employeurs, reflétant ainsi au mieux l'état du marché du travail.*

### Les nouvelles offres d'emplois proposées par le SEFI

		Année	2005	2006	2007	2008	2009
<i>Unité :</i>			<i>nombre</i>				
<b>I. Offres d'emploi</b>			<b>5 330</b>	<b>5 882</b>	<b>7 474</b>	<b>6 349</b>	<b>5 830</b>
dont	Offres d'emploi normal		3 788	3 414	3 800	3 618	2 633
	Offres d'emploi aidé (secteur marchand)		1 542	2 468	3 674	2 731	3 197
	dont : 1. Contrats en entreprise		549	767	730	829	1 058
	Offres CED		-	720	664	747	745
	Offres APP		27	28	12	11	9
	Offres CTH		33	19	54	71	36
	Offres CRE		-	-	-	-	268
	2. Stages en entreprise		993	1 448	2 580	1 779	2 054
	Offres CPIA		-	1 063	1 919	1 387	1 510
	Offres SIE		220	148	355	192	292
	Offres STH		180	237	306	200	252
	3. Aides à la création d'entreprise		-	253	364	123	85
	Offres ICRA		-	253	364	123	85
<b>II. Offres de stage de formation</b>			<b>4 391</b>	<b>4 767</b>	<b>4 230</b>	<b>2 016</b>	<b>1 881</b>
dont	Demandeurs		870	1 140	1 162	1 376	1 016
	Accompagnements (CPIA, CDL, STH, APP)		816	127	366	281	782
	Formation et Accompagnements ICRA		-	478	901	299	83
<b>III. Offres d'insertion (secteur non marchand)</b>			<b>3 217</b>	<b>1 880</b>	<b>2 915</b>	<b>1 780</b>	<b>1 771</b>
dont	Offres de stages CPIA		-	804	2 003	1 388	1 771
	Offres de stages CDL		1 011	1 076	912	392	0
<b>Offres d'emploi de toutes natures (I+II+III)</b>			<b>12 938</b>	<b>12 529</b>	<b>14 619</b>	<b>10 145</b>	<b>9 482</b>
<b>Offres d'emploi de toutes natures - Hors Formation Salariés *</b>			<b>10 233</b>	<b>9 507</b>	<b>12 818</b>	<b>10 085</b>	<b>9 482</b>

\* : la gestion des stages de formation professionnelle pour les salariés a été transférée à la CCISM courant 2008

Sources : SEFI, ISPF

### Offres d'emploi normal déposées au SEFI

Secteur d'activité NAF 17	Année 2009	Année 2008	Variation 2009 / 2008	
			absolue	relative
<i>Unité :</i>	<i>nombre</i>	<i>nombre</i>	<i>nombre</i>	<i>%</i>
Immobilier, locations et services aux entreprises	450	361	89	24,7
Hôtels et restaurants	423	855	-432	-50,5
Construction	393	496	-103	-20,8
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	386	498	-112	-22,5
Services collectifs, sociaux et personnels	202	124	78	62,9
Industrie manufacturière	175	194	-19	-9,8
Pêche, aquaculture	150	364	-214	-58,8
Transports et communications	129	265	-136	-51,3
Services domestiques	85	98	-13	-13,3
Administration publique	65	89	-24	-27,0
Éducation	53	67	-14	-20,9
Santé et action sociale	45	61	-16	-26,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	24	45	-21	-46,7
Activités financières	24	51	-27	-52,9
Industries extractives	16	15	1	6,7
Agriculture, chasse, sylviculture	13	35	-22	-62,9
<b>Total</b>	<b>2 633</b>	<b>3 618</b>	<b>-985</b>	<b>-27,2</b>

Sources : SEFI, ISPF